



Taux actuels de dématérialisation : 0.8% retard de croissance : 46.7% Proportion souffrant d'insuffisance pondérale : 12.4%

Source: Gouvernement guatémaltèque (DHS, 2015)

Bons résultats

- Les investissements publics dans le secteur de la santé sont relativement élevés, atteignant 17.2% de l'ensemble des dépenses publiques en 2017.
- Guatemala : l'État a assuré la sécurité foncière des populations rurales. La délivrance de titres de propriété est courante et les marchés fonciers fonctionnent bien. Des politiques promeuvent un accès équitable aux ressources foncières communes.
- L'État encourage des services de vulgarisation et de recherche agricoles variés, et les organisations d'agriculteurs locales participent à l'établissement des priorités des politiques. Le système de vulgarisation est efficace et atteint les agriculteurs pauvres de façon satisfaisante. Les politiques, stratégies et mécanismes gouvernementaux visent à assurer l'égalité hommes-femmes dans l'accès aux services de vulgarisation.
- Guatemala : dans ce pays, la loi accorde aux femmes les mêmes droits économiques qu'aux hommes. Ces droits sont respectés dans la pratique afin de réduire la vulnérabilité des femmes à la faim et à la malnutrition.
- Guatemala : comparée à celle d'autres pays de l'HANCI, la politique nationale de développement à moyen/long terme de ce pays (Política General de Gobierno 2016 - 2020) accorde une grande importance à la nutrition.
- Guatemala : ce pays a créé une ligne budgétaire distincte pour la nutrition, rendant possible la transparence et la responsabilisation des dépenses.
- La stratégie/politique nationale en matière de nutrition fixe des objectifs de nutrition assortis de délais et un mécanisme multipartite et multisectoriel de coordination des politiques a été mis en place.
- Guatemala : l'État promeut les pratiques d'alimentation complémentaire.
- Guatemala : en 2017, 95.2% de la population a accès à une source d'eau potable améliorée.

Points à améliorer

- Guatemala : dans ce pays, la loi accorde aux femmes les mêmes droits d'accès aux terres agricoles qu'aux hommes. Cependant, cette loi n'est pas effectivement appliquée et les pratiques discriminatoires à l'encontre des femmes persistent, accentuant leur vulnérabilité à la faim et à la malnutrition.
- Guatemala : les décideurs ne disposent pas d'enquêtes régulières sur la nutrition qui soient statistiquement représentatives au niveau national. La dernière enquête a été publiée en 2014-2015.
- Guatemala : l'État n'a distribué que deux fortes doses de supplément en vitamine A à 26 % des enfants en 2017.
- Le faible accès à des installations sanitaires améliorées (65.1% en 2017) entrave l'obtention de meilleurs résultats en matière de lutte contre la faim et la malnutrition.
- Guatemala : les dispositifs de protection sociale sont élémentaires et ne couvrent que peu de risques pour un nombre limité de bénéficiaires.


Guatemala: Données clés
Indice d'engagement pour la réduction de la faim (HRCI)

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang HRCI sur 45
\$ Part des dépenses publiques consacrées à l'agriculture dans totales ¹	1.6%	2016	39e
\$ Part des dépenses publiques consacrées à la santé dans totales ²	17.2%	2017	1er
Politiques			
Accès à la terre (sécurité foncière) ³	Bon	2019	6e ex aequo
Accès aux services de vulgarisation et de recherche agricoles ³	Bon	2019	14e ex aequo
Système d'état civil: taux d'enregistrement des naissances vivantes	96.5%	2014-2015	2e
Fonctionnement des systèmes de protection sociale ³	Médiocre	2018	11er ex aequo
Lois			
Niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation ³	Bon	2017	1er ex aequo
Égalité d'accès hommes-femmes aux terres agricoles (droits de propriété) ⁴	Dans la loi, pas dans la pratique	2019	3e ex aequo
Égalité hommes-femmes des droits économiques ⁴	Dans la loi et dans la pratique	2019	1er ex aequo
La Constitution reconnaît le droit à la protection sociale (oui/non)	Oui	2008	1er ex aequo

¹ Pas de benchmark² Pas de benchmark³ Résultats possibles: ● Très médiocre/Médiocre ● Moyen ● Bon/Très bon⁴ Résultats possibles: ● Pas dans la loi ● Dans la loi, pas dans la pratique ● Dans la loi et dans la pratique**Indice d'engagement contre la malnutrition (NCI)**

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang NCI sur 45
\$ Budget distinct pour la nutrition (Non/Sectoriel uniquement/Oui)	Oui	2019	1er ex aequo
Politiques			
Taux d'enfants supplémentés en vitamine A	26%	2017	40e
L'État promeut une alimentation complémentaire (oui/non)	Oui	2015	1er ex aequo
Population ayant accès à une source d'eau améliorée	95.2%	2017	5e
Population ayant accès à un assainissement amélioré	65.1%	2017	9e
Visites médicales pour les femmes enceintes	91.3%	2014-2015	24e ex aequo
Importance de la nutrition dans la politique nationale de développement ¹	Grande	2016-2020	5e
Stratégie/politique nationale en matière de nutrition (oui/non)	Oui	2019	1er ex aequo
Coordination multipartite et multisectorielle des politiques (oui/non)	Oui	2019	1er ex aequo
Objectifs de nutrition assortis de délais (oui/non)	Oui	2019	1er ex aequo
Enquête nationale sur la nutrition ces 3 dernières années (oui/non)	Non	2014-2015	39e ex aequo
Lois			
Consécration du CICS [^] dans le droit interne ²	Largement consacre dans le droit	2019	19e ex aequo

¹ Résultats possibles: ● Faible ● Modérée ● Grande (remarque : par rapport aux autres pays)² Résultats possibles: ● Non consacré dans le droit ● Faiblement/Largement consacre dans le droit ● Pleinement consacré[^] Code international de commercialisation des substituts du lait maternel

*For full details visit:
www.hancindex.org